

Non aux Jeux 2024 à Paris !

Collectif « Non à la candidature de Paris aux JO 2024 »

Ce mardi 11 juillet 2017, le Comité international olympique (CIO) devrait entériner à Lausanne la double attribution des Jeux olympiques 2024 et 2028 aux villes de Los Angeles et Paris. Alors qu'un récent sondage réalisé par ses propres instances révèle que seuls 63 % des Franciliens et des Français en général soutiennent la candidature de Paris (*AFP*, 6 juillet 2017) – soit 10 points de moins que ce que Anne Hidalgo et Bernard Lapasset annonçaient récemment sur la base d'un sondage Odoxa –, ce type de désignation ressemble à un coup de force. En effet, les grandes métropoles sont désormais nombreuses à refuser d'organiser des Jeux olympiques. Avant Budapest en février dernier, ce furent Rome, Hambourg, Boston et Toronto qui dirent non à la diversion sociale de Jeux dispendieux. Le CIO est aujourd'hui confronté à l'explosion des coûts d'organisation des JO de Tokyo 2020 qui passent d'un budget prévisionnel de 6,2 milliards à des dépenses risquant d'atteindre près de 16 milliards d'euros. Ce qui devait être un modèle de gestion budgétaire pour le renouveau olympique devient en fait un repoussoir.

Les organisations et personnalités soussignées, signataires de l'appel « Non à la candidature de Paris aux Jeux 2024 » paru sur le site *Liberation.fr* le 6 octobre 2016, réaffirment leur opposition à l'aventurisme olympique de Madame Hidalgo et du gouvernement Macron-Philippe. Dans un contexte marqué en France par un chômage de masse, l'exclusion, la précarité et la pauvreté (6 millions de chômeurs, 8 millions de pauvres), par des mesures d'austérité qui frappent tous les secteurs de la vie publique (hôpital public, logement social, transports en commun, éducation, université, recherche scientifique, culture), nous estimons qu'il y a d'autres priorités qu'une candidature dispendieuse aux JO. Malgré les déclarations rassurantes du comité d'organisation le risque est grand de voir s'envoler les coûts que supporteront *in fine* les contribuables. Tandis que le CIO sera exonéré d'impôts et que les retombées économiques bénéficieront majoritairement à ses partenaires commerciaux, les populations subiront le poids de la dette pendant plusieurs années. Les édifices olympiques bâtis en un temps record sous l'égide de « lois olympiques » d'exception, mobiliseront une majorité de « travailleurs jetables » et d'intérimaires. Les emplois créés, supposés « durables », disparaîtront à la fin des Jeux et seront synonymes de précarité et de dumping salarial. La spéculation immobilière engendrée et nourrie par la réalisation d'infrastructures olympiques luxueuses touchera une nouvelle fois les quartiers populaires. Au nom du gigantisme olympique, les multinationales du béton armé n'hésiteront pas à saccager des patrimoines naturels et culturels, ni à laisser, comme pour tous les Jeux dits « verts », un bilan énergétique désastreux (empreinte carbone de plusieurs millions de tonnes pour chaque JO, gaspillage, pollution sonore et atmosphérique, bétonnage massif, etc.). Pour protéger les sites olympiques, le déploiement d'un imposant arsenal policier et militaire, déjà à flux tendus depuis des années, sera nécessaire au détriment d'autres missions de sécurité publique. Loin d'être un « rassemblement pacifique des peuples », comme le clame l'idéologie olympique, les Jeux occasionneront une nouvelle fois une surveillance de masse aux coûts exorbitants.

Nous réaffirmons que les décisions qui concernent l'avenir des citoyens ne doivent en aucun cas être confiées aux hiérarques du CIO qui ne choisissent les vainqueurs de leur course aux enchères qu'en fonction de leurs propres intérêts et de ceux de leurs partenaires commerciaux.

Liste des signataires :

ATTAC France ; CETRI (Centre Tricontinental de Louvain-La-Neuve) ; Droit Au Logement ; École Émancipée ; Fédération Sud éducation ; Lutte Ouvrière ; Nouveau Parti Anticapitaliste ; Solidaires.

Hélène Arnold, traductrice ; Nathalie Arthaud, candidate de Lutte Ouvrière à l'élection présidentielle 2017 ; Gilles Bataillon, directeur d'études à l'EHESS ; Patrick Baudry, professeur de sociologie à l'Université Bordeaux III ; Michel Bel, philosophe ; Miguel Benasayag, philosophe et psychanalyste ; Jean Bilard, professeur émérite de psychologie à l'Université Montpellier I ; Daniel Blanchard, traducteur et écrivain ; Gérard Bras, ancien directeur de programme au Collège International de Philosophie, président de l'Université Populaire des Hauts-de-Seine ; Jean-Marie Brohm, professeur émérite de sociologie à l'Université Montpellier III ; Pascal Bruckner, essayiste et romancier ; Denis Collin, philosophe ; Laurent Delcourt, sociologue et historien, chargé d'études au CETRI ; Jacques Etchéhéguy, sociologue ; Georges Federmann, psychiatre et écrivain ; Jacques Gleyse, professeur des Universités en STAPS ; Christian Godin, philosophe ; Pierre Guerlain, professeur de civilisation américaine à l'Université Paris Ouest Nanterre ; Françoise Hache-Bissette, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris-Saclay ; Romain Humeau, musicien, auteur-compositeur-interprète, membre du groupe Eiffel ; Estelle Humeau, musicienne, membre du groupe Eiffel ; Denis Jallat, maître de conférences en histoire du sport à la Faculté des sciences du sport de Strasbourg ; Claude Javeau, professeur émérite de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles ; Marc Jimenez, philosophe, professeur émérite à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne ; Catherine Louveau, professeure émérite de sociologie à l'Université Paris Sud UFRSTAPS ; Robert Misrahi, professeur émérite de philosophie éthique à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne ; Fabien Ollier, directeur de publication de la revue *Quel Sport ?* ; Laetitia Petit, maître de conférences en psychologie clinique à l'Université Aix-Marseille ; Christine Poupin, porte-parole du NPA ; Philippe Poutou, porte-parole du NPA, candidat aux élections présidentielles 2012 et 2017 ; Robert Redeker, philosophe ; Louis Sala-Molins, professeur émérite de philosophie politique aux Universités Paris I et Toulouse II ; Daniel Salvatore Schiffer, philosophe, professeur de philosophie de l'art à l'École Supérieure de l'Académie Royale des Beaux-Arts de Liège, porte-parole francophone du Comité International contre la Peine de Mort ; Jérôme Segal, enseignant-chercheur en histoire des sciences et épistémologie à l'Université Paris IV Sorbonne ; Patrick Tacussel, professeur de sociologie à l'Université Montpellier III ; Pierre-André Taguieff, philosophe et politologue, directeur de recherche au CNRS ; Patrick Tort, directeur de l'Institut Charles Darwin International ; Yves Vargas, Philosophe ; Patrick Vassort, maître de conférences en sociologie à l'UFRSTAPS de Caen.